



Bertrand DENIS

Elections Législatives

DU 4 MARS 1973

(MAYENNE 3^e)



Gérard DUVERNE

Electrices, Electeurs,
Chers Amis,

Vous m'avez déjà élu quatre fois ; je vous remercie de la confiance que vous m'avez témoignée.

Le 4 mars prochain, votre vote devra indiquer

- si vous désirez que la tâche qui reste à accomplir en France soit imposée par un gouvernement socialo-communiste, antichambre d'une démocratie populaire, dictature d'une minorité,
- ou si les progrès auxquels nous aspirons tous doivent être réalisés par une démocratie et un système libéral contrôlé.

Ceci au-delà de ma personne qui, vous le savez, est toujours à votre disposition.

DES ALLÈGEMENTS FISCAUX sur les impôts indirects ont été accordés pour la première fois. Il faut poursuivre l'effort dans cette voie au fur et à mesure de l'expansion économique.

Pour l'impôt sur le revenu, il faut élargir la base d'exonération dont bénéficient les petits revenus.

Des efforts considérables ont été faits pour améliorer les RETRAITES et les ALLOCATIONS FAMILIALES. le salaire unique en particulier.

La France peut être fière de son régime social.

Les problèmes que je vous avais signalés en 1968 ont obtenu un début d'exécution ; c'est bien, mais il faut poursuivre :

- abaisser l'âge de la retraite pour ceux qui ne peuvent plus travailler ;
- la retraite à 60 ans pour ceux qui la désirent, avec un niveau suffisant ;
- multiplier les établissements pour les enfants inadaptés ;
- harmoniser les législations sociales des 9 pays du marché commun.

PROBLÈMES AGRICOLES

Le marché commun a été bénéfique pour l'agriculture et la France.

Les prix obtenus à Bruxelles doivent être relevés : viande, lait, porcs et autres. L'intervention permanente sur la viande est un premier succès ; il faut la compléter par une augmentation substantielle du prix d'intervention. C'est une garantie pour les éleveurs qui ne pèse pas sur les consommateurs.

L'indemnité viagère de départ doit pouvoir être donnée à tous les agriculteurs qui se retirent, comme nous l'avons voté en commission.

J'ai prouvé ma fidélité aux exploitations agricoles familiales, je poursuivrai mon effort.

ARTISANS - COMMERÇANTS

Les mutations économiques n'ont en rien modifié l'importance sociale et économique de ces professions. Membre des commissions spéciales qui ont étudié ces problèmes, j'ai participé à l'élaboration des progrès réalisés. Nous avons obtenu une majoration des retraites et la création d'une indemnité compensatrice pour ceux qui ne peuvent pas vendre leur fonds ou qui le vendent mal.

Il faut obtenir l'alignement des prestations sociales de ces catégories sur celles du régime général.

ÉDUCATION NATIONALE

Un effort considérable a été fait ; la construction des C.E.G. et des C.E.S. se poursuit, en particulier dans notre département. Cet effort est à maintenir, sans oublier l'enseignement privé.

SALARIÉS

La majoration accélérée du S.M.I.C. est en route (+ 18 % en 1972). Il faut faire disparaître les petits salaires, augmenter le niveau des retraites. Pour cela, il faut une expansion économique, un effort de tous. Les femmes, et surtout les veuves, doivent être comprises dans cet effort.

L'information du personnel et sa participation aux résultats des entreprises dont je suis partisan de longue date - j'en ai fait la preuve - doivent être développées.

ANCIENS COMBATTANTS

Leur budget est un des plus importants de la France, soit environ 7 milliards 700 millions de francs actuels ; ce qui permet de **revaloriser** les retraites des victimes de guerre.

Nous avons obtenu une première augmentation de la retraite des combattants 39-45 et assimilés.

Les Anciens d'A.F.N. auront droit à la carte du combattant.

L'exécution de ces décisions est à suivre.

LOGEMENTS

Jamais il n'avait été tant construit. C'est une œuvre de longue haleine, ceci est plus vrai que jamais. Il faut :

- continuer à construire
- restaurer l'habitat ancien
- faire pénétrer le confort dans chaque foyer, à la ville comme à la campagne.

VIE DE NOTRE ARRONDISSEMENT

Pour la première fois depuis plus de cent ans, notre département a cessé de se dépeupler. Ceci est le résultat d'un effort persévérant qu'il faut poursuivre par l'aide aux extensions industrielles et commerciales de notre département.

MARCHÉ COMMUN

Je salue l'extension à neuf de la Communauté Européenne. Il faut encourager cette marche en avant et rendre de plus en plus solidaires les 9 pays par une monnaie commune, un Parlement européen et une progression des pouvoirs de ce Parlement.

COOPÉRATION

Notre situation économique nous fait un devoir d'aider les pays en difficulté, et en particulier les pays sous-développés, par des secours d'urgence, par l'envoi de techniciens et d'enseignants en coopération, par une revalorisation du cours mondial des matières premières, principale ressource de ces pays.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La France peut être fière de sa politique pacifique. L'accord obtenu avec la généralité des pays du monde, quel que soit leur régime politique, doit être renforcé. Il faut rechercher le désarmement généralisé et contrôlé.

Pour la paix, il faut faire l'Europe ; chercher le contact et la conciliation avec tous les peuples.

SUPPLÉANT :

Gérard DUVERNE

Docteur-Vétérinaire
MAYENNE

Bertrand DENIS

Député sortant

Candidat Républicain Indépendant
Union des Républicains de Progrès

Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre 1939-1945
Chevalier du Mérite Social - Chevalier du Mérite Agricole
Ancien Combattant - Ancien Prisonnier de Guerre 1940-1945

Conseiller Général du Canton de Mayenne-Ouest
Maire de Contest

P.S. - Certains contestent notre Société actuelle. Elle est certes améliorable ; nous y travaillons activement et progressivement. Attention ! Vers quelle Société veulent-ils nous entraîner ? Les modèles que nous connaissons sont très loin de leurs affirmations et conduisent tous aux restrictions et à la perte de la liberté.

Le dernier modèle qui nous a été proposé est celui du Chili. Après quelques mois de victoire politique, il a fallu introduire les cartes de rationnement, faire face à des grèves et, finalement, avoir recours à l'armée pour pouvoir gouverner.

B. D.